

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/377/Add.5
1^{er} novembre 2002

(02-6021)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION TECHNIQUE: RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LES PAYS DÉVELOPPÉS MEMBRES

Addendum

CANADA

Le présent document contient les renseignements à jour sur les activités de coopération technique et financière du Canada présentant un intérêt pour la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC, que la Mission permanente du Canada a fait parvenir au Secrétariat dans une communication datée du 13 septembre 2002. Un avant-tirage en a été distribué à la réunion du Conseil des ADPIC tenue le 17 septembre 2002.

Conformément à l'article 67 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), le Conseil des ADPIC demande aux pays développés Membres de mettre à jour les renseignements concernant leurs programmes de coopération technique et financière en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés Membres. Le présent document est une mise à jour des renseignements fournis par le Canada en 1999 (IP/C/W/154/Add.6), afin que le Conseil des ADPIC les examine à la réunion qu'il tiendra du 17 au 19 septembre 2002.

Le Canada a engagé plusieurs activités de coopération technique aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Les activités bilatérales concernent principalement les régions de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Asie et du Pacifique. Les activités régionales du Canada se déroulent dans le cadre du Groupe d'experts des droits de propriété intellectuelle (GEDPI) de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Au niveau multilatéral, le Canada travaille en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

On trouvera dans le résumé ci-après une mise à jour de ces activités, qui sont principalement administrées par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Participent également aux activités de coopération internationale d'autres institutions canadiennes telles que le Centre de politique et de droit du commerce international.

1. Activités bilatérales

1.1 L'OPIC a organisé plusieurs stages de formation pour les pays en développement et les pays les moins avancés Membres sur la gestion du service à la clientèle et de la qualité dans la fourniture des services d'information sur les brevets. Ces stages ont été organisés par l'OPIC en partenariat avec l'OMPI, avec les objectifs suivants: i) offrir aux participants une expérience directe de la nature et de

l'ampleur des compétences, des produits et des services du Canada en matière de propriété; ii) améliorer les connaissances et les compétences dans le domaine du service à la clientèle et de la gestion de la qualité dans la fourniture des services de l'information sur les brevets (par exemple, traitement des demandes de brevets); et iii) offrir une instance pour échanger des idées et des expériences avec des fonctionnaires d'autres pays Membres. La plupart de ces stages étaient destinés à des fonctionnaires de rang supérieur afin de favoriser l'application par ces derniers de bonnes pratiques dans les régimes nationaux de brevets.

1.2 On signale en particulier un stage de huit jours qui a eu lieu en 2000 ainsi qu'un stage d'une semaine organisé en 2002 pour des fonctionnaires venant des pays de l'Asie et du Pacifique. Les participants venaient des pays suivants: Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et **Thaïlande**. Ont également participé à ces stages des fonctionnaires venant de pays Membres ayant le statut d'observateur comme le **Népal** et le **Viet Nam**. Le stage de 2000 a été suivi par des fonctionnaires du **Bangladesh** et de **Fidji**. Un stage de neuf jours pour les fonctionnaires de pays d'Amérique latine et des Caraïbes a été proposé en 2001. Y ont participé des fonctionnaires des pays suivants: **Antigua-et-Barbuda, Argentine, Brésil, Chili, Cuba, Guatemala, Mexique, Pérou, Uruguay** et **Venezuela**.

1.3 L'Agence canadienne de développement international (ACDI), principale organisation officielle chargée du Programme d'aide publique au développement du Canada, a également parrainé plusieurs séjours de fonctionnaires étrangers invités à suivre une formation dispensée au Canada par des fonctionnaires de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC). Entre 2000 et 2002, plusieurs séjours de ce type ont été organisés pour des fonctionnaires venant des pays Membres suivants: **Chine, Estonie, Mexique, République de Corée** et le **territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu**. Les délégations officielles se composaient de fonctionnaires des organismes s'occupant de propriété intellectuelle, des établissements d'enseignement et du système judiciaire de pays en développement et de pays industrialisés désireux de s'informer du régime de propriété intellectuelle canadien et de faire connaître les bonnes pratiques, l'objectif ultime étant de permettre aux fonctionnaires des pays en développement et des pays les moins avancés de contribuer à mettre en place dans leur pays des régimes de propriété intellectuelle efficaces.

2. Activités régionales/multilatérales

2.1 Le Canada organise aussi des activités de coopération technique en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés aux niveaux régional et multilatéral. Il s'agit principalement de former des fonctionnaires des offices de la propriété intellectuelle afin de moderniser les régimes nationaux de propriété intellectuelle et aussi sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle, en particulier en cas d'atteinte au droit d'auteur et aux marques.

2.2 En association avec le **Groupe d'experts de la propriété intellectuelle de l'APEC**, le Canada a participé à un séminaire sur les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle en 2002. On signale en particulier qu'un représentant de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a exposé les problèmes que posait la surveillance des marchandises pirates et de contrefaçon, notamment dans le domaine du piratage musical et de logiciels. À ce sujet, on a noté qu'une coopération internationale et un échange d'informations plus larges entre les autorités chargées de l'application des lois permettraient de s'attaquer à ce problème.

2.3 L'OPIC fournit également, sur une base permanente, d'autres services pour les activités de coopération technique de l'OMPI en faveur des pays en développement et pays les moins avancés Membres, services indiqués ci-après:

- formation de fonctionnaires de rang élevé des offices de la propriété intellectuelle des pays en développement et des pays les moins avancés Membres, sur la demande de l'OMPI,

comprenant notamment une formation en cours d'emploi aux questions opérationnelles et administratives afin d'aider à la modernisation des services nationaux de propriété intellectuelle;

- recherches d'antériorités effectuées dans le cadre des Services d'information en matière de brevets de l'OMPI pour les pays en développement;
- rapports de recherche et d'examen concernant les demandes de brevet dans le cadre du programme de coopération internationale pour la recherche et l'examen des inventions (ICSEI); et
- distribution d'exemplaires gratuits de documents de brevet canadiens pour les pays en développement, à la demande de l'OMPI.

On signalera tout particulièrement les programmes organisés en 2000 pour les offices de la propriété intellectuelle de la **Jamaïque** et de **Trinité-et-Tobago**.

3. Autres institutions et ressources canadiennes

3.1 D'autres institutions canadiennes ont également fourni une assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés Membres. On citera par exemple le Centre de politique et de droit du commerce international, institution canadienne qui fournit aux économies en développement et en transition des conseils et un soutien pour les aider à court terme, ainsi que des connaissances et des outils leur permettant de participer pleinement aux accords commerciaux internationaux, en dispensant notamment une formation spécifique sur les questions de droit et de politique relatives à la propriété intellectuelle. Parmi les programmes du Centre de politique et de droit du commerce international se rapportant spécifiquement à la propriété intellectuelle, on signalera un atelier organisé en décembre 1999 par le Mécanisme de négociation régional des Caraïbes et financé par la Banque interaméricaine en faveur des 15 membres de la **Communauté des Caraïbes**. Au cours de cet atelier ont été examinées les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC et les implications administratives et législatives sur le plan national des obligations de mise en œuvre. L'accent a été mis en particulier sur un mécanisme visant à encourager l'investissement au moyen d'une plus grande protection des droits de propriété intellectuelle, et sur les moyens de protéger la médecine, le folklore et la culture traditionnels. Y ont participé des fonctionnaires venus des ministères nationaux du commerce et des affaires étrangères, des bureaux des procureurs généraux et des organisations régionales.

3.2 Le Canada a également largement diffusé sur Internet, à l'intention de tous les Membres, ses ressources pouvant servir à la sensibilisation et comme références, ressources disponibles par exemple sur le site Web de l'OPIC indiqué ci-après: <http://cipo.gc.ca/>.
